

LE PARCOURS DIFFICILE DE LA COMMUNAUTÉ JAPONAISE AU PÉROU

Isabelle LAUSENT-HERRERA *

Rien n'a plus étonné les Péruviens eux-mêmes que la victoire aux élections présidentielles d'avril-juin 1990 d'Alberto Fujimori, fils d'immigrants japonais. Par ricochet, la communauté japonaise du Pérou se retrouve sous les projecteurs ; son histoire montre que de graves conflits l'ont parfois opposée aux Péruviens, avant même la Seconde Guerre mondiale, et que son intégration est toute relative. La force des liens conservés par cette communauté avec la mère patrie, qui explique en partie ce phénomène, en fait un élément déterminant des relations entre le Japon et le Pérou.

Arrivé en deuxième position au premier tour (le 8 avril), après Mario Vargas Llosa, Alberto Fujimori l'a emporté au second tour, le 10 juin 1990 avec près de 60 % des suffrages exprimés. On a parlé de vote émotionnel, de rejet historique des classes politiques, de la fin des compromis avec l'oligarchie blanche ; autant de réflexions nées d'une élection que certains applaudissent mais que d'autres jugent inquiétante. En dehors de toute considération politique, le nouveau président Alberto Fujimori Fujimori (1) intrigue. Son absence de passé politique, sa discrétion et surtout sa personnalité énigmatique qualifiée d'« orientale » font que l'intérêt se porte autant, sinon plus, sur sa personne et ses origines que sur ses projets politiques peu définis. Or, les Péruviens ont tour à tour manifesté vis-à-vis des Japonais et de la communauté japonaise au Pérou, de l'admiration ou un rejet qui s'est parfois brutalement exprimé.

Cette élection a donc non seulement secoué le pays, mais aussi éveillé la curiosité à l'égard de la colonie nippo-péruvienne dont est issu le nouveau président, ce qui n'est pas du goût de tous comme le manifeste cet entretien accordé après le premier tour, par un porte-parole de la communauté japonaise de Lima interrogé par *Caretas* (2) : « La colonie n'a pas soutenu publiquement Fujimori car elle avait peur d'un échec. Nous avons souffert des conséquences de la Seconde Guerre mondiale lorsque les commerces japonais ont été pillés.

* Chercheur au CREDAL-CNRS.

(1) A. Fujimori est né le 28 juillet 1938 au Pérou de parents japonais, originaires de Kumamoto et établis au Pérou depuis 1934.

(2) *Caretas*, n° 1103, 10 avril 1990, p. 29.

Nous serions de nouveau les victimes si Fujimori échouait dans son mandat et cela nous serait insupportable. D'un autre côté s'il parvenait à la Présidence, nous n'aurions d'autre remède que de l'appuyer afin de défendre le prestige atteint par le Japon de l'après-guerre. »

Chargés d'allusions au passé, ces propos dans lesquels le sort de A. Fujimori est associé à celui de la colonie et même d'un Japon omniprésent, montrent bien la complexité des rapports entretenus par les deux pays.

Des relations difficiles fondées sur un principe d'échanges commerciaux et une limitation du flux migratoire

Tout commença en fait, entre mai et août 1872, dans le port de Yokohama où le *Maria Luz*, vaisseau péruvien faisant le trafic des coolies chinois entre Macao et le Pérou (3), dut s'arrêter : ce fut l'« incident du *Maria Luz* ». La dénonciation par les officiers anglais et par les autorités maritimes japonaises témoins des mauvais traitements infligés aux Chinois justifia aux yeux du Pérou l'envoi de la mission García y García, chargée dans un premier temps d'établir officiellement des relations avec le Japon de l'ère Meiji, puis dans un deuxième temps de régler avec l'Empire chinois les problèmes qu'engendraient entre les deux pays le rapt et la traite des fils du Céleste Empire ainsi que les sévices qui leur étaient infligés dans les plantations et les îles à guano (4).

A partir de la signature entre le Pérou et le Japon d'un traité de paix, d'amitié et de commerce (21 août 1873), le Pérou fut visité par les agents de compagnies d'émigration japonaises, attirées par les possibilités qu'offrait l'Amazonie péruvienne — et aussi brésilienne — ainsi que par quelques investisseurs intéressés par les ressources minières du pays comme ce fut le cas du financier et homme politique K. Takahashi (5).

Ces premières démarches eurent peu d'impact au début. Seule fut retenue dans l'intérêt des deux pays la possibilité de faire venir une main-d'œuvre japonaise bon marché et docile, prête à travailler dans les grands domaines côtiers en manque de force de travail.

(3) L'abolition de l'esclavage au Pérou (1854) provoqua la fuite de la main-d'œuvre noire des grandes exploitations sucrières de la côte et avec elle un cruel manque de travailleurs agricoles. Les gros propriétaires pallièrent ce problème en introduisant, souvent de force et par la tromperie (rapt, contrats falsifiés), des Chinois égarés par la situation de troubles et de famine régnant alors en Chine. On estime entre 80 000 et 100 000 le nombre de ceux qui furent introduits entre 1849 et 1874, année où la mission García y García signa avec l'Empire chinois le traité de Tien Tsin qui mit fin à la traite. Les Chinois précédèrent donc fort nombreux l'arrivée des premiers migrants japonais au Pérou.

(4) Sur ces thèmes, voir Stewart, W. (1976) et Rodriguez, H. (1989).

(5) Korekiyo Takahashi (1854-1936) fut le premier investisseur japonais au Pérou. En 1890, il vint au Pérou ouvrir une exploitation minière de la région de Cerro de Pasco mais son projet échoua. K. Takahashi fut par la suite un des plus grands financiers japonais, six fois ministre des Finances et une fois Premier ministre. Sa politique favorisa l'industrie de guerre dans un but de redressement économique. Elle favorisa aussi l'essor des fameuses *zaibatsu* (castes financières : Sumitomo, Mitsui, etc.). Il fut assassiné en 1936 pour ne pas pactiser avec le courant militariste. Cf. Kodansha, 1983, t.7, 312.

Concrétisant ce projet et en accord avec les deux pays, A. B. Leguia (6) traita avec la Morioka Emigration Cy afin d'introduire en 1899 les premiers migrants japonais. Entre 1899 et 1924, dernière année de ce trafic légalisé de main-d'œuvre, 15 887 hommes, 2 145 femmes et 226 enfants soit 18 258 Japonais, entrèrent au Pérou (7). Avec la Morioka, d'autres compagnies d'immigration japonaises encadrèrent et transportèrent les migrants : la Meiji Shokumin Kaisha, la Toyo Emigration et la plus importante, la Overseas Development Cy, mieux connue sous le nom de Kaigay Kogyo Kabushiki Kaisha ou KKKK. Cette dernière, comme les autres compagnies, était soutenue par des capitaux privés et des subventions gouvernementales. Son rôle ne se borna pas à contrôler l'immigration selon les vœux du gouvernement japonais mais il consista aussi à investir les premiers capitaux japonais au bénéfice de la *zaibatsu* (8) Mitsui et à entamer un commerce d'import-export entre le Japon et le Pérou.

Libérés de leur contrat avec les propriétaires des grands domaines sucriers ou cotonniers, nombreux furent les migrants japonais qui quittèrent les tâches agricoles, préférant rejoindre Lima et son port El Callao à la recherche d'une occupation dans le commerce ou les services. Ce départ de ses ressortissants des campagnes dans les années 1920, ajouté à un début de rejet de la migration japonaise, ne permit pas au gouvernement japonais d'entreprendre, comme il le fit entre autres au Brésil (9), la formation et l'établissement de véritables colonisations agricoles. Cependant le nombre des Japonais — entre 15 et 20 % — restés attachés au secteur agraire péruvien fut assez important pour avoir été employé comme instrument de production au service des besoins japonais.

En effet, pressé dans son effort d'industrialisation et par ses ambitions militaires, le Japon est alors grand demandeur de matières premières et après l'Asie, le Pérou — mais aussi le Brésil où la présence japonaise prend de l'essor — va faire l'objet de prospections systématiques. En 1919, fut créée dans ce sens, à Tokyo, la Nueva Asociación de la América del Sur dirigée par le vice-amiral T. Nashiba. Aussitôt est mise en place une commission chargée d'évaluer les possibilités d'approvisionnement de ces pays en produits agricoles et miniers. Cette politique soutenue par le ministère des Affaires étrangères japonais permit, et ce jusqu'en 1941, l'entrée au Pérou d'émissaires commerciaux (agents des *zaibatsu* et de la Compañía Explotadora del Oriente), d'experts militaires et scientifiques. Se succédant sans relâche et couverts par un statut diplomatique, ils parcoururent le Pérou selon des circuits déterminés par la quête de ces produits et de marchés nouveaux : Junín et Puno pour la laine ou

(6) Augusto B. Leguia, représentant des grands propriétaires et compagnies sucrières, fut aussi président du Pérou de 1908 à 1912 et de 1919 à 1930. Il est considéré comme l'introducteur et le « protecteur » des Japonais du Pérou.

(7) Les migrants vinrent d'abord des campagnes des préfectures de Niigata, Yamaguchi et Hiroshima puis en 1906 d'Okinawa. Les « *Okinawense* » forment actuellement le groupe numériquement dominant.

(8) Sorte de castes ou cliques commerciales et financières très puissantes ayant eu entre les deux guerres le pouvoir d'influencer la Diète.

(9) Zischka A. 1934, 58 en donne un exemple : « La course aux matières premières mène à l'envoi de colons au Mexique où ils créent des champs de coton, au Brésil où, en 1931, 645 000 acres sont cultivés par une seule société japonaise, en Éthiopie où, dès 1933, des plantations immenses de coton sont en train d'être créées par des Japonais tout près de la frontière de l'Erythrée italienne, au Paraguay où de même pousse du coton japonais depuis l'année dernière ».

• Renvoie aux archives du ministère des Relations extérieures du Pérou : AMREP.

pour l'exploitation de vastes cultures de soja comme cela avait été fait en Mandchourie, Lambayeque, Cajamarca et Huánuco pour le coton, le sucre et le café, Cerro de Pasco, Junín et Arequipa pour les minerais.

Malgré un désir partagé, guidé par un intérêt commun, de conclure des accords commerciaux avantageux pour les deux parties, les tensions étaient grandes tant du côté japonais que de celui du Pérou. Depuis l'arrêt officiel de l'immigration sous contrat en 1924, et jusqu'en 1929, près de 7 000 nouveaux Japonais (10) étaient entrés au Pérou et avaient rejoint des parents, pour la majorité installés comme commerçants à Lima et au Callao ou encore, dans les plantations de la côte.

L'importance prise par cette communauté particulièrement active dans la capitale, la concurrence imposée par les commerçants japonais aux boutiquiers péruviens, la croissance du nombre des métayers nippons dans les grands domaines cotonniers furent autant d'éléments de mécontentement qui alimentèrent un racisme anti-japonais latent dont les premières manifestations violentes s'exprimèrent entre décembre 1930 et août 1931. Dès lors, les deux pays ne signèrent plus contrats et échanges commerciaux sur la seule base de la valeur fixée par le marché mais en faisant intervenir aussi les concessions qui pouvaient être faites sur le plan de l'immigration, par exemple la négociation de nouvelles entrées de migrants ou le refus de l'imposition des sorties définitives contre tel ou tel marché. Le coton, produit très apprécié des Japonais, n'échappa pas à ce type de transaction.

La guerre du coton

Des années 1920 à la fin de la guerre, l'agriculture côtière péruvienne fut — sauf les enclaves du nord : Lambayeque et La Libertad (sucre et riz) — dominée par la culture du coton en pleine expansion. En 1928, 88 % de la production nationale étaient exportés ; entre 1934 et 1938 ce sont 91 % de cette production qui sortirent du pays (11). Les Japonais participèrent activement à cet essor : les résidents ruraux en tant que producteurs et les grandes compagnies en tant qu'acheteurs. Les Japonais restés dans les campagnes se consacrèrent, comme l'intérêt national le demandait, à la culture du coton. Tous commencèrent comme *yanaconas* (12), statut entre le métayage et le fermage, puis après

(10) Emmerson, 1944,8. Ces nouvelles entrées se font grâce au *yobiyose*, équivalent au regroupement familial. C'est à cette époque, en 1934, que, partis de Kumamoto, arrivèrent au Pérou les parents du futur président du Pérou, A. Fujimori. Son père, tailleur de profession, vint grossir à Lima les rangs des artisans-commerçants japonais déjà installés.

(11) Eguren F. et al, 1981, 56.

(12) Le *yanacona* travaille une terre contre un loyer revêtant plusieurs formes associées : argent + travail + récoltes ; il peut en plus, selon les régions, recevoir certains outils de travail et/ou des semences. Les formes de *yanaconaje* sont multiples mais impliquent toujours la vente préférentielle et au prix le plus bas au patron de la terre. Si, malgré un système à première vue peu avantageux pour le *yanacona*, les Japonais réussirent à tirer profit du *yanaconaje*, c'est parce que d'une part ils négocieraient au mieux leur contrat et que d'autre part ils furent aidés par la pratique du *tanomoshi* — forme nipponne de la tontine chinoise. Celle-ci leur permit, en s'assemblant à d'autres partenaires, de former un capital tournant, disponible à tour de rôle et à faible intérêt. En devenant de gros locataires ils purent sous-louer et imposer à leur avantage le *yanaconaje* aux sous-locataires (autres Japonais et Indiens). En tant que propriétaires ils firent de même.

accumulation d'un petit capital augmenté grâce au *tanomoshi*, soit ils louèrent les grandes propriétés, soit ils les acquirent (13). La totalité de leur production était vendue aux sociétés de commerce japonaises ; ce qui n'empêchait pas ces dernières — citons la Mitsui avec la Southern Cotton Cy et la Sociedad Agrícola Retes pour Chancay — de louer pour leur compte de grands domaines dont elles se réservaient la production.

Les raisons de cette volonté marquée du Japon de s'approvisionner en coton dans les meilleures conditions (variété, quantité et prix) sont nombreuses.

L'effort de guerre en Mandchourie et en Corée et la rupture par les Anglais des livraisons indiennes conduisirent les firmes japonaises à chercher à s'approvisionner hors d'Asie ; il leur fallait constituer des stocks et aussi alimenter en fibres l'industrie textile, fer de lance du commerce japonais. C'est dans ce contexte que la Mitsubishi Shoji Kaisha et la Okura Gumi Shokai (14) prospectèrent et achetèrent le coton péruvien, la Kanematsu Cy (15) s'intéressant à la laine.

Ces produits firent à l'époque l'objet de « chantage économique » ou « troc imposé ». Mitsubishi qui traitait avec la Okura sous couvert de la Callao Trading Cy, demanda en partie de paiement de ses livraisons d'armes, 165 000 mètres de *tocuyo* (étamine de coton) destinés à la confection des vêtements de troupe d'une valeur de 33 000 yens (16). En 1937, alors que plusieurs lois péruviennes tentaient de protéger l'industrie nationale du textile en limitant, d'une part, les entrées de cotonnades japonaises par l'imposition de quotas et en tâchant, d'autre part, de réduire les activités des *yanaconas* japonais exportateurs de coton, l'ambassade émit un memorandum de protestation dans lequel elle rappelait que le Japon, dans le but de favoriser la balance commerciale péruvienne, s'était obligé à augmenter ses achats de coton au Pérou, pays qu'il favorisait encore en lui procurant des équipements militaires et que dans ces conditions, il lui semblait inacceptable que le Pérou s'en prît à ses ressortissants (17).

Arguments fallacieux lorsqu'on connaît les besoins impérieux de ce pays pour certains produits comme le coton et que l'on observe les va-et-vient fébriles des sociétés japonaises et de leurs filiales : la Southern Cotton Cy du Texas, la Sanko et la Toyo Menka Kaisha de Rio de Janeiro. Les avertissements péruviens n'altérèrent en rien la politique japonaise d'achat comme le prouve le tableau 1.

On voit ici combien c'est la nécessité qui poussa les Japonais à augmenter leurs achats, lesquels atteignirent en 1941, avant la rupture diplomatique, 59 %

(13) La situation de la vallée du Chancay est un exemple à valeur nationale : sur une population de 17 627 habitants, 2 500 étaient japonais en 1940. Les trois quarts d'entre eux mettaient en valeur 6 900 ha de coton qui produisaient 3 300 tonnes de fibres, ils contrôlaient ainsi 55 % de la production de la vallée. Emmerson J., 1941, 21 et 30.

(14) (AMREP Ar 91, 3ra-4ta) 15 décembre 1932. L'emprise de cette société liée à l'industrie de l'armement et à l'expansionnisme militaire en Asie fut au Pérou un intermédiaire obligé, privilégié et redoutable entre les deux gouvernements notamment dans le trafic d'armes Pérou-Japon (1931-1935).

(15) (AMREP Ar 91, 3ra-4ta) 12 août 1932. Cette compagnie également implantée à Buenos Aires prit contact avec le Ministerio de Fomento afin d'obtenir un contrat avec la Granja Chuquibambilla de Puno.

(16) (AMREP 5-18) 4 octobre 1935. En 1934 un avion sans son armement valait 80 000 yens.

(17) (AMREP 5-18) 17 juillet 1937. Memorandum reservado.

EXPORTATION DU COTON PÉROUVIEN VERS LES PAYS DE L'AXE

	1938		1939		1940		1941		1942
	Quintaux	%	Quintaux	%	Quintaux	%	Quintaux	%	
Allemagne	383 482	25	246 415	14	—	—	—	—	—
Italie	8 801	1	27 826	2	49 257	5	—	—	—
Japon	27 325	2 (a)	180 876	11	297 468	27	1 058 113	59	—
Total Exportation	1 512 283		1 710 077		1 084 863		1 799 478		731 428 (b)

(a) Sur ces 2 % de coton exporté, la moitié était fournie par les producteurs japonais eux-mêmes de la côte péruvienne.

(b) Avec la guerre non seulement les exportations chutent mais aussi la production totale. Après la déportation de certains Japonais et le départ volontaire d'autres en 1941, la superficie cultivée en coton diminua de 20 %.

1 quintal espagnol = 46 kg

Elaboré à partir de Eguren F. et al., 1981, 60.

des exportations, dépassant la part jusque là réservée à la Grande-Bretagne (57 % en 1938). C'est encore cette nécessité qui les conduisit à réclamer, après les émeutes anti-japonaises de mai 1940, des dommages évalués à l'équivalent de 10 000 balles de coton (3 millions de soles) puis à tempérer leur demande en réduisant leurs exigences en coton, mais en lui adjoignant de la laine, du sucre et du sel, le tout pour près de 1,4 million de soles (18).

Des produits à la demande

Le sucre et le café intéressaient aussi particulièrement les envoyés de la KKKK (19) ou de la Okura Gumi Shokai. La crise, l'occupation de la Mandchourie et de la Corée ainsi que le boycott chinois anti-japonais privèrent le Japon du sucre fourni par la Taikoo Sugar Refining Cy de Hong Kong. Il eut donc recours à la production péruvienne de 1930 à 1933●. En 1934, année de récolte exceptionnelle pour tous les pays producteurs, lorsque le Pérou demanda au Japon de payer une partie de ses achats d'armements au moyen de 20 000 tonnes de sucre, Okura refusa cette monnaie d'échange pour imposer sa condition : 10 000 tonnes de guano sur cinq ans●. Ce cas illustre combien, en réalité, les ressources naturelles sont, comme on le verra plus loin, les otages des politiques par ces « trocs forcés ». Lorsque les productions d'arabica de l'île de Takoa (Formose) et des colonies japonaises au Brésil ne suffirent plus à contenir l'augmentation de la consommation nipponne, tous les journaux japonais

(18) (AMREP 6-18) 18 janvier 1941. Memorandum reservado.

(19) M. Honda de la KKKK relança à cette époque d'anciens projets d'extraction de matières premières (minerais, pétrole, pêche) avec certaines promesses d'investissements (AMREP 5-18) 11 octobre 1937.

saluèrent l'arrivée des premières récoltes de la colonie que l'on venait de déplacer dans la vallée de Chanchamayo. Le Japon en reçut en 1937 164 tonnes de café qui durent encore être complétées, les années suivantes, par ses échanges avec la Colombie puis le Salvador.

Aux yeux des grandes sociétés de commerce, ces produits agricoles — si précieux fussent-ils — revêtaient moins d'intérêt que les matières premières nécessaires à l'effort de guerre entamé au début des années 30.

Après la mise en place, dans les années 1920-1930, d'une politique systématique de prospection, le Japon fit ses premiers achats avec la reprise économique et il est significatif que le choix de la Okura Kogyo se soit porté sur l'antracite de Huaylay et le fer des mines de Marcona (20). D'autres acheteurs suivirent en 1938 : la KKKK, présente sur tous les marchés, et la Peru Menka Kabushiki Kaisha (la PMKK, filiale de la Mitsui qui a investi dans la production cotonnière de la vallée de Chancay), diversifièrent leurs achats et privilégièrent l'acquisition de minerais et de vanadium, métal rare entrant dans la composition de certains aciers. Juste avant guerre, la PMKK associée à la Bridgestone Tires Cy (autre société japonaise) investit ainsi dans les mines de cuivre, or et argent de Sarapullo (Cajamarca). Leur exploitation fut arrêtée par un décret émis le 12 août 1941 interdisant l'exportation de minerais vers les pays de l'Axe, et mettant ainsi fin, dans ce domaine, aux ambitions japonaises.

Le poids de la communauté japonaise

Après avoir sollicité la venue de la main-d'œuvre japonaise, sans doute avec l'idée qu'elle retournerait au pays munie d'un petit capital ou dans le pire des cas qu'elle s'intégrerait au monde rural qui l'avait appelée, nombreux furent les Péruviens qui en vinrent à déplorer son émancipation, à critiquer son indépendance à l'égard du Pérou en opposition à son attachement au Japon pour finalement ne regretter qu'une chose, sa présence (21).

L'importance numérique, difficile à cerner faute de recensements « honnêtes » (22), de cette communauté nouvellement formée (23), dérangeait, surtout

(20) (AMREP Ar 92, L4A) 27 juin 1934 et 12 juin 1934. Cette commande destinée à la sidérurgie fut réalisée par la Okura Cy lors de ses transactions pour les ventes d'armes au Pérou.

(21) Pour Basadre la communauté chinoise n'est plus un problème pour le Pérou car elle s'est intégrée par les nombreux mariages mixtes. Son opinion sur les Japonais — près de cinquante ans après leur arrivée — est tout autre : « Le cas des Japonais était différent ; car il s'agissait de gens qui arrivaient en accord avec leur gouvernement, en obéissant à des plans peu explicites, ayant tendance à se maintenir à l'écart et à entretenir un lien avec la mère patrie. » (Basadre J., 1945, 653).

(22) Il est difficile d'accorder crédit aux recensements levés à Lima-Callao en 1908, 1920 et 1931 et moins encore au recensement national de 1941 (voir Lausent I. 1988, 109-102). Sachant leur présence non désirée et obéissant aux conseils de leur ambassade leur demandant d'être le plus discrets possible, beaucoup de Japonais échappèrent aux censeurs. Une guerre des statistiques entre l'ambassade, qui sous-estimait systématiquement le nombre de ses ressortissants afin de ne pas dépasser les quotas, et le ministère des Affaires étrangères péruvien muni de recensements douteux, s'engagea de 1924 (avec la fin des compagnies d'immigration qui exerçaient un certain contrôle) à 1941. Les chiffres et les estimations retenus dans cet article sont ceux que nous pensons provenir des sources les plus fiables.

(23) La communauté japonaise est effet la dernière importante communauté étrangère à s'être établie au Pérou. Avant elle l'avaient fait la chinoise, la basque, la française, l'italienne et l'allemande.

à Lima et au Callao où les trois quarts de ses membres s'étaient établis après avoir abandonné les emplois peu gratifiants qu'ils occupaient dans les grands domaines côtiers.

En 1910, soit onze ans après l'arrivée des premiers migrants, la présence asiatique était essentiellement représentée par une communauté chinoise importante, forte de 7 000 personnes pour une population liménienne de près de 173 000 habitants. A peine mille Japonais résidaient alors dans toute la province de Lima, c'est-à-dire à Lima, au Callao et dans une trentaine de grands domaines agricoles dispersés autour de la capitale. On ne voyait pas encore les Japonais comme l'envahisseur mais la population était déjà mue par un sentiment anti-chinois et, par extension, anti-asiatique. En 1920, la communauté chinoise de Lima avait diminué de près de la moitié tandis que les Japonais quadruplaient, formant un groupe de 3 818 individus, 4 622 en incluant ceux du Callao (24). Déjà ce nombre incommodait ceux-là même qui, au cours de la décennie suivante, accusèrent le président A. B. Leguia de laxisme et de complaisance envers la communauté japonaise.

La chute de Leguia en 1930, l'instabilité politique des années suivantes (25) et l'accroissement toujours plus visible dans certains quartiers liméniens du nombre des Japonais favorisèrent un climat de violence latent et l'expression quotidienne d'un racisme cette fois plus directement orienté vers les Nippons que vers les Chinois bien que souvent les gens simples aient confondu les deux peuples. Entre 1930 et 1940, il devient plus délicat encore de chiffrer l'importance de la communauté. L'ambassade du Japon, avertie des intentions péruviennes d'arrêter l'immigration, chercha à faire apparaître sa communauté comme numériquement moins nombreuse que ne le prétendaient les responsables de l'immigration. Aussi, pour répondre au décret du 26 juin 1936 limitant à 16 000 le nombre des ressortissants par nationalité, établis ou en puissance de s'établir au Pérou, l'ambassade réalisa-t-elle son propre recensement. Alors que les recensements provisoires d'étrangers évaluaient à 22 000 le nombre des résidents japonais — dont plus de 17 000 dans le département de Lima —, l'ambassade en déclarait seulement 13 031, ce qui lui permettait donc d'envisager et de demander la venue de nouveaux migrants. Déclaration imprudente dans la mesure où le *Japan Manchukuo Year Book* avait annoncé l'année précédente que 21 127 Japonais vivaient au Pérou.

S'il n'y avait eu que le nombre ! En fait, ce qui indisposait le plus était la place qu'ils avaient prise dans le commerce, dans certains secteurs de l'agriculture ainsi que le peu de bonne volonté qu'ils mettaient à s'intégrer, en repoussant notamment les mariages mixtes.

Leur succès commercial commença à partir des années 20 ; il touche de manière visible des commerces précis comme ceux de vente d'articles ménagers — 2 386 établissements en 1920 et 3 844 en 1924 avec un chiffre d'affaires de 3 841 460 yens (26) — ou dans certains offices comme ceux de barbiers-coiff-

(24) Censo de Lima-Callao 1908 et 1920.

(25) Une mutinerie dans la marine, la rébellion apriste de 1932 et la guerre sur les frontières orientales avec la Colombie.

(26) Morimoto A. 1979, 53-54 et 63. Plus de 1 200 de ces établissements opéraient dans la capitale.

feurs. Ils se distinguèrent dans d'autres activités comme celles du charbonnage, de la boulangerie, des bazars où dominaient la vente des vaisselles et tissus japonais.

Leurs méthodes de vente bousculaient la concurrence dans la mesure où elles faisaient appel à la publicité, aux réclames exceptionnelles, aux liquidations de stocks, etc. Pratiquant des prix peu élevés, ils forcèrent les autres commerçants à aligner leurs prix. Or, ces derniers évoluaient dans un système financier qui les faisait dépendre des banques (coût du crédit élevé, transaction lente, etc.) pendant que grâce au *tanomoshi*, les Japonais s'autofinançaient par petits groupes d'amis ou de parents avec très peu d'intérêts.

Cette réussite non ostentatoire s'exprimait également par un transfert de capitaux vers le Japon. Entre 1924 et 1934 le consulat péruvien à Tokyo estimait que 60 millions de yens avaient été envoyés par les résidents à leurs familles. Dans la seule année de 1936-1937, les Nippo-Péruviens expédièrent 917 244 yens, se plaçant en 5^e position derrière les résidents aux États-Unis (11 445 818 yens), les occupants du Mandchukuo (2 231 665 yens), les colons du Brésil (1 349 190 yens pour 173 500 Japonais) et les émigrés au Canada avec 1 256 572 yens (27).

Ce départ de capitaux — non investis au Pérou — déplaisait d'autant plus au Pérou qu'il entretenait des rapports commerciaux déficitaires avec le Japon (28).

Un protectionnisme déterminé

Alliées aux producteurs nationaux, d'importantes sociétés commerciales étrangères, la Grace pour les États-Unis et la Duncan-Fox pour la Grande-Bretagne, développèrent l'industrie textile péruvienne qui devint un des secteurs les plus dynamiques de l'économie. Ces sociétés et leurs actionnaires péruviens, appartenant à la nouvelle bourgeoisie de l'agro-industrie, formèrent au sein de la Société nationale agraire (SNA), de la Société nationale d'industrie (SNI) et au cœur de la Chambre de commerce des groupes de pression visant à réduire la pénétration des textiles japonais et surtout des cotonnades.

A partir de 1934, dans ce contexte et en raison du problème migratoire, les relations entre le Pérou et le Japon se détériorèrent. Après la loi 7 505 de juillet 1934, exigeant que le personnel des commerces soit à 80 % péruvien (29), après

(27) (AMREP 6-18) 10 août 1937 et (5-18-A-110) Tokyo 9 décembre 1936.

(28) De 1935 à 1939, les exportations péruviennes se montèrent à 6,79 millions de soles tandis que les importations de produits japonais faisaient sortir 8,41 millions de soles. *Perú en cifras*, 1945, 344.

(29) Cette mesure était difficilement applicable dans le cas, majoritaire, des petits commerçants japonais dont les boutiques comptaient avec le patron, quelques membres de sa famille non considérés comme employés et de 1 à 3 employés parfois japonais et péruviens. Elle obligea les parents japonais qui faisaient travailler avec eux leurs enfants dans l'idée de leur céder un jour le fonds, à les faire enregistrer comme Péruviens, ce à quoi beaucoup se refusèrent. Le décret du 26 juin 1936 interdisant la transmission par vente ou par héritage d'un fonds de commerce à un étranger ne leur laissa plus le choix.

le projet raciste de code du travail présenté au Sénat par M. Bustamante, le Pérou, qui avait déjà demandé au Japon de limiter son immigration et de réduire ses exportations textiles, décida de mettre fin au traité commercial de 1924, tout en laissant la porte ouverte à une renégociation qui lui serait favorable. L'exposition textile organisée à Lima en 1933 par la Japan Cotton Trading d'Osaka suscita les protestations des membres de la SNI qui obtinrent dès 1934 une promesse de limitation des exportations japonaises vers le Pérou.

En 1935, un quota d'importation pour une période de six mois fut fixé à partir des taux d'importation de 1929, de telle sorte que seul le Japon se trouva concerné. Puis l'autorisation fut accordée d'introduire une série d'articles de coton n'entrant pas en concurrence avec ceux du Pérou. Bientôt le Japon, selon une stratégie qui lui est coutumière lorsqu'il voit ses entreprises arrêtées par un phénomène de saturation, conclut avec le ministère des Affaires étrangères un accord dans lequel il décidait d'autolimiter ses exportations. Il agrémenta sa décision d'une condition : ces textiles et cotonnades (30) devaient pour 70 % être réservés aux commerçants japonais établis au Pérou, les 30 % restants pouvant être distribués entre les autres commerçants. Cette condition favorisait, à l'achat comme à la vente, les Japonais puisqu'elle leur permettait de continuer à fixer des prix de vente à la baisse, ce qui ne pouvait convenir aux autres concurrents locaux. La réaction de la Chambre de commerce de Lima fut si vive qu'il fallut l'année suivante, faute de ne pouvoir changer les proportions inéquitables de l'accès à ces produits, en élever le volume autorisé d'importations (31).

Toujours sous la pression des actionnaires anglo-péruviens et américains de l'industrie textile, le décret du 26 juin 1936 chercha, en réduisant à 20 % le nombre des *yanaconas* nippons et à 20 % les terres cultivées sous le régime du *yanaconazo* japonais, à mettre fin au monopole que les producteurs de coton japonais avaient instauré dans certaines vallées côtières (Chancay, Ica-Cañete).

D'une communauté idéale à la déportation

De leur côté, les immigrants japonais s'étaient organisés en associations, dans le souci de défendre leurs intérêts et de conserver et faire vivre les traditions communes, sur la base d'une même provenance régionale, tant sur celle des préfectures et provinces (les *kenjin* et *sonjin*) que sur celle plus englobante d'une appartenance à l'ensemble des *Naichijin* (îles d'Hokkaido, Honshu, Kyushu et Shikoku) ou à celui d'Okinawa (archipel des Ryukyu). C'est dans cet esprit que furent fondées dès 1908, entre autres organismes communautaires, les premières écoles japonaises. Les organisations régionales disséminées dans le Pérou trouvèrent leur prolongement et leur aboutissement dans des associations fédératrices créées à Lima où très vite la majorité des Japonais se concentra.

(30) Il s'agit de *tejidos de punto* ou sous-vêtements en coton, serviettes de toilette, linge de maison etc.

(31) Basadre J, Ferrero R. 1963, 188-90.

En 1909, naquit la formation qui prit en 1911 le nom d'Asociación Fraternal Okinawense (32). L'année suivante se créèrent deux sociétés *naichijin* : la Sociedad japonesa (*Nihonjin kiokay*) et la Fraternal japonesa (*Nihonjin Doshikay*) ou Asociación japonesa del Perú, qui s'unirent en 1917 pour former la Central de la sociedad japonesa. Il faut voir dans ces fusions unificatrices l'intervention des compagnies d'immigration qui avaient à charge la responsabilité des groupes introduits ainsi que le désir du gouvernement japonais de contrôler tant l'utilisation de l'aide qu'il fournissait à cette communauté que les orientations futures. Cette Centrale qui naît juste après la création de la Chambre de commerce japonaise fut et reste à l'heure actuelle largement financée par le Japon.

La cohésion que la Centrale cimentait à travers les activités traditionnelles qu'elle proposait et l'idéologie qu'elle diffusait (ultra-nationalisme, collaboration avec la mère patrie et soutien financier dans son effort de guerre) fut renforcée par d'autres institutions comme le *tanomoshi*.

D'elle, dépendit également la principale école japonaise, la Lima-Nikko (1920-1941) qui éduquait annuellement dans les meilleures conditions 1 630 élèves (33). Au nombre de 27 avant la Seconde Guerre mondiale, les écoles japonaises rassemblèrent 4 000 élèves formés d'après les programmes établis pour les Japonais d'outre-mer. Sur les 182 professeurs employés, 133 vinrent du Japon enseigner dans les écoles de province (500 élèves dans celle de Chancay par exemple) ou de Lima, la Hoshi gakuen ou la Jishuryo pour les plus connues. Toujours dans le but de préserver leur système de valeur par l'éducation, beaucoup de parents envoyèrent leurs enfants passer leur adolescence au Japon. Cette pratique fut très critiquée par le gouvernement péruvien.

La presse joua également un rôle important dans « l'esprit de corps » qui animait la communauté. Dès le début du siècle des feuillets d'informations circulèrent chez les coiffeurs. Assez vite, leur succédèrent, imprimées en japonais (34), des formes plus élaborées de quotidiens tels que *Andes Jiho* en 1913, le *Nippi Shimpo* en 1921, puis la *Crónica de los Andes* en 1928 avec enfin, en 1934, le *Lima Nippo* créé pour répondre aux attaques d'une presse anti-japonaise s'exprimant à travers *El Crisol*, *La Acción*, *El Liberal*, et autres journaux péruviens.

En effet, le poids économique de la communauté dans les secteurs alors les plus dynamiques de l'économie nationale, l'isolement intentionnellement entretenu et l'immixtion permanente de l'ambassade dans la conduite de la communauté ont alimenté les rumeurs d'infiltration et même de « complot japonais » au Pérou. Sans entrer dans les détails (35), il est certain que les experts à statut diplomatique (militaires, géologues, économistes, représentants des *zaibatsu*, participant tous à l'effort de guerre) affluaient et prenaient des contacts dans tout le pays avec les responsables locaux de la communauté ; que les instruc-

(32) En 1935 le groupe d'Okinawa avec 8 872 personnes domine largement le reste de la communauté, pourtant il est regardé avec un certain mépris par les migrants originaires des autres îles.

(33) Emmerson J., 1941, 33.

(34) Un des premiers textes imprimés en japonais au Pérou est sans doute le Catéchisme japonais, édité à Lima en 1905.

(35) Sur cette période douloureuse, consulter les ouvrages de Gardiner H. 1975 et 1981. Également (AMREP A7,2), ministère des Affaires étrangères à Lima.

teurs militaires japonais un temps en place dans l'armée péruvienne inquiétaient et révélaient des relations ambiguës entre les deux corps (36) ; que la menace japonaise de fermer le canal de Panama à partir d'une base située aux Galapagos ou sur la côte péruvienne, était prise au sérieux par le Pérou et ses partenaires traditionnels, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Il est enfin vrai que l'emprise du Japon sur sa communauté était réelle et continue.

La situation ne pouvait que se détériorer. En réponse aux émeutes anti-japonaises de 1930-1931, plusieurs mesures réduisirent au minimum les entrées (37) et entravèrent les activités et la circulation des Japonais résidents. En réponse, la Central Japonesa appela en août 1936 à un rassemblement de 4 000 personnes. Cette manifestation donna lieu, sous l'impulsion de l'ambassade japonaise, à la création immédiate d'une Fédération des Associations japonaises au Pérou (Peru Nippon Juinkay Renmen) réunissant plus de 7 000 membres et 37 organisations.

Ce nouvel organisme, discipliné et déterminé, sous contrôle du consulat et dont la direction se confondait avec celle de la Central japonesa devenue la Sociedad central, ne parvint pas à faire pression sur la politique péruvienne (38). La tension augmenta encore : des rumeurs de découverte, le 11 mai 1940, de deux entrepôts d'armes ne furent pas démenties à temps. Elles eurent pour conséquence un pillage sauvage le 13 mai des demeures et des commerces japonais, qui obligea les résidents à se réfugier dans les institutions nippones. Des émeutes semblables furent « organisées » en province, à Chimbote et Trujillo. A Lima, plus de 600 établissements furent détruits et il y aurait eu dix Japonais tués (39).

La formation de l'Axe, la guerre en Europe et les émeutes anti-japonaises du 13 mai 1940 amenèrent le Pérou (inspiré et soutenu par les services secrets anglais et américains) à neutraliser la communauté (33 000 personnes) en dissolvant en 1941 la Société centrale et en fermant plusieurs de ses écoles. Après Pearl Harbor, les mesures adoptées par l'allié des États-Unis furent drastiques : fin des exportations de minerais puis de coton vers le Japon, embargo sur les fonds des sociétés et des personnes, confiscation des biens, assignation à résidence et déportation dans des camps d'internement situés aux États-Unis de plus de 1 800 personnes accusées « d'intelligence avec l'ennemi » (40).

(36) (AMREP 5-18) 30 avril 1935 et (6-18) 3 mai 1935. La communauté acheta deux avions pour en faire don au Japon, Emmerson J. 1941, 39.

(37) Le problème de la double nationalité des enfants de parents japonais ou couples mixtes gênait beaucoup le Pérou. Tous ces enfants, péruviens par leur naissance au Pérou, étaient considérés comme japonais et souvent envoyés au Japon pour leurs études, ne revenant au Pérou qu'adultes et mariés à une Japonaise, en faisant cette fois valoir au retour leur nationalité péruvienne afin qu'automatiquement leur femme puisse entrer avec une nouvelle nationalité, le tout sans enfreindre les lois sur l'immigration ni affecter le quota.

En 1932 fut imposé un dépôt de garantie de 100 puis 500 et 560 dollars et une série de lois, décrets et résolutions entravèrent les activités et la circulation des Japonais résidents.

(38) A Tokyo, la Comisión permanente para estudiar el incremento de emigración y el desarrollo de las colonias japonesas de ultramar, (AMREP 5-18) 27 février 1939, suivait l'évolution à l'étranger de regroupements comme celui-ci. Plus tard, un organisme spécial fut chargé de les regrouper : l'Asociación central de la América latina.

(39) Emerson J., 1977, 43 ; Gardiner H., 1975, 52-53.

(40) (AMREP 6-18) 13 octobre 1941, (AMREP 6-18) 15 décembre 1941. Ces camps furent : Crystal City (Texas), Alien Internment Camp (Sta. Fé— Nouveau Mexique), à Kennedy, Segoville etc. (AMREP Ar 7, 2da) et (AMREP Ar 12, 4ta). Voir aussi Gardiner H., 1981.

La relève

Les États-Unis résolus à utiliser le Japon comme bouclier asiatique dans la guerre de Corée l'aidèrent à se redresser et à réhabiliter son économie en renouant les échanges avec l'extérieur et en organisant sa réinsertion au sein des nations libres. De leur médiation entre le Japon et le Pérou sortit en juin 1949 un premier accord commercial et financier, en septembre 1951, un article du traité de paix de San Francisco (41) puis le rétablissement des légations entre 1952 et 1954, suivi d'un échange d'ambassade en 1956. Encouragée par l'Église et demandée pour des raisons humanitaires par les États-Unis, cette normalisation fut soumise à deux conditions : le retour des déportés, obtenu en 1955, et la restitution des biens confisqués, décrétée en mars 1955. Le Pérou permit, tout en restant très vigilant en matière d'immigration japonaise (42), l'octroi de visas d'entrée et de sortie libres pour les Japonais et *nisei* (43), le retour des enfants bloqués à Okinawa depuis les hostilités mais aussi l'entrée de nouveaux émissaires commerciaux pour prendre la relève.

Par l'accord commercial de 1949, le Pérou gagnait des produits manufacturés, du ciment (autrefois fourni par l'Allemagne), des aciers et des équipements électriques. En retour, le Japon s'assurait un réapprovisionnement en produits de première nécessité pour son économie : du sucre, du coton (44), de l'antimoine, du plomb et de l'antracite. Mais c'était encore insuffisant pour les *zaibatsu* reconstituées. C'est cette fois l'effort de reconstruction qui anime la Chambre de commerce et d'industrie d'Osaka lorsqu'elle crée The Central and South American Market Research. En avril 1953 cet organisme envoyait une commission de dix industriels comptant parmi eux les agents de la Nippon Automobile Industry, qui faisait pour la première fois son apparition au Pérou, ainsi que ceux de la Sumitomo Metal and Industry déjà connue au Pérou.

Les relations commerciales d'après-guerre sont donc un mélange de continuité, avec la stratégie des émissaires prospecteurs (notamment dans les domaines d'extraction de matières premières), et l'intervention du troc dans certains marchés, et de nouveauté avec un engouement de la part du Japon pour les foires commerciales, comme la FERIA del Pacifico à Lima inaugurée en 1959. Jusqu'à la création en 1958 du Jetro (Japan External Trade Organization) les missions diplomatiques avaient accompagné — comme avant guerre — les démarches des *sogo shosha*, intermédiaires des nouvelles *zaibatsu*. Le Jetro, bénéficiant de fonds privés et publics et du soutien logistique du gouvernement

(41) Le Pérou avait rompu ses relations diplomatiques avec le Japon après Pearl Harbor, puis devint le 24 janvier 1942 l'allié des États-Unis (III^e Conférence panaméricaine de Rio de Janeiro) pour enfin déclarer la guerre au Japon le 12 février 1945.

(42) Entre 1952 et 1969 seulement 747 Japonais purent migrer au Pérou contre 55 964 au Brésil et 82 584 aux États-Unis (Kodansha, T2, 201). Selon Gardiner H. (1975, 101), la Japan Emigration Service (JEMIS) ouvrit après-guerre dix agences en Amérique latine (aucune au Pérou !) et entreprit entre 1953 et 1973 48 « colonisations ».

(43) *Nisei*, *Sansei*, *Yonsei*, 1^{er}, 2^e, 3^e génération ; le terme *Nikkei* employé plus loin réunit toutes les générations. Il est frappant de voir que le terme *Nisei* ou *Sansei*, est employé après la guerre c'est-à-dire avec la fin de l'idée du retour et la fin également de l'envoi des enfants au Japon dans le but d'y réaliser ou d'y compléter leurs études.

(44) Les États-Unis offrirent, en 1951 au Japon, un crédit de 40 millions de dollars pour acquérir du coton en partie auprès du Pérou, (AMREP 5-18) 28 décembre 1951.

japonais, confondit les intérêts des deux parties, ce qui lui permit d'innover notamment en proposant une politique d'investissements diversifiés à long terme et de coopération (45). On retrouve les fondements de cette orientation nouvelle dans les prolongements du traité commercial signé entre les deux pays en 1961.

Les nouveaux investissements japonais et nikkei

Toujours aussi motivé par la recherche de sources d'approvisionnement en matières premières, le Japon reprend, dès la fin des années 50, ses achats de produits péruviens qu'il intensifie au moment des crises énergétiques (1973 et 1979), devenant vite ainsi le deuxième partenaire commercial du Pérou. La part du Japon dans les exportations péruviennes atteignit 28 % en moyenne pour la période 1965-1984. Quant au poids du Japon dans les importations péruviennes, il plafonne autour de 10 % depuis le milieu des années 60. On note ces dernières années (1985-1988) un relatif désengagement japonais dans le commerce avec le Pérou (13 % des exportations et 7 % des importations) qu'on peut expliquer par la chute des cours, les difficultés de production et le rétrécissement du marché intérieur. En fait, si depuis la reprise des échanges après-guerre, la balance commerciale est toujours négative pour le Japon, c'est bien par ce qu'il considère plus le Pérou comme une source d'approvisionnement en ressources naturelles que comme un débouché pour ses produits industriels.

L'essor des exportations vers le Japon ne peut s'expliquer sans le concours des capitaux japonais eux-mêmes, par exemple dans la mise en valeur des ressources minières et pétrolières. Face aux risques politiques de nationalisation, la stratégie japonaise a consisté à constituer des consortiums regroupant plusieurs firmes japonaises afin de financer les projets nationaux entrepris par l'État ou des projets privés dans lesquels l'État était l'intermédiaire obligé. Les deux projets les plus importants, celui du financement de la construction de l'Oleoducto Norperuano (856 km reliant le nord amazonien au port de Bayovar) et celui de la mine de cuivre Cuajone (exploitée par la Southern Peru Copper Corporation, SPCC, dans le département de Moquegua à l'extrême sud du Pérou), ont eu lieu immédiatement après le premier choc pétrolier qui fut accompagné d'une flambée générale du prix des matières premières.

Les contrats tripartites pour la vente anticipée de cuivre pour une valeur de 54 millions de dollars furent signés en 1974 entre la SPCC, Minero-Peru — qui détient le monopole de la commercialisation — et trois partenaires : un groupe d'entreprises japonaises composé par Mitsui Metal Corp., Dowa Mining, Mitsui Mining & Smelting Corp., Sumitomo Metal Mining et Furokawa, un groupe anglais ainsi que l'entreprise hollandaise Billiton Metallurgie. Le contrat avec le groupe japonais fut établi en yens et indexé sur l'indice des prix japonais, ce qui, avec la réévaluation du yen, se traduit par une baisse des prix à l'importation qui favorisa le Japon. Le manque à gagner pour le Pérou dans la période 1976-1983, est estimé à 54,6 millions de dollars, pertes auxquelles il faudrait

(45) Cette politique de coopération prenant beaucoup d'importance, le JICA (Japan International Cooperation Agency) fut créé en 1974. Sur le rôle du JICA, voir Lausent, 1988.

ajouter celles résultant de la liberté laissée aux Japonais dans le choix des cours des transactions (46). Malgré les termes d'un contrat qui n'avantage pas le Pérou, le cuivre reste pour lui comme pour le Japon un produit d'importance capitale. Du côté péruvien, les exportations de cuivre représentent en valeur, près du cinquième des exportations totales dont, en moyenne, presque un quart fut destiné au Japon entre 1976 et 1988 (47) tandis que du côté japonais les importations de blister péruvien signifiaient les trois quarts du total importé en 1977 (48).

Dans le financement de l'Oleoducto Norperuano, le consortium Japeco constitué par onze compagnies japonaises (principalement Japan National Oil, propriété de l'État, Mitsui & Co. et Marubeni Corp.) engagea 400 millions de dollars en échange de droits préférentiels pour l'achat du pétrole à Petroperu. Ce prêt, établi en yens, a pesé très lourd dans la dette publique bilatérale du Pérou (46 % du total net en 1974-1976) (49). Aujourd'hui encore, sous l'effet de la dévaluation du dollar par rapport au yen (50), de désaccords concernant les prix (qui d'ailleurs ont fortement chuté), de problèmes liés à la production et finalement à l'interruption des livraisons de pétrole (51), la dette envers Japeco a pratiquement doublé en 1988 (700 millions de dollars). Japeco est devenu non seulement le principal créancier de Petroperu, mais il est le détenteur de la plus grande collection de titres de la dette péruvienne. Globalement, la dette publique péruvienne envers le Japon s'élevait à 930 millions de dollars en 1987 (52).

Un élément important dans la stratégie japonaise est ce que l'on peut appeler le système des prêts « liés » qui reviennent entre les mains des créanciers sous la forme de contrats destinés à mener à bien le projet qui a suscité le prêt. Il s'agit véritablement d'un préfinancement ou d'une sorte d'investissement direct déguisé assurant le contrôle de la production, sans les inconvénients des investissements directs (que le projet soit rentable ou non, les Japonais se sentent peu concernés, pourvu que la quantité promise de produits leur soit remise) (53).

(46) Sánchez Alvavera F. 1985, 329.

(47) Calculs faits à partir des données du FMI, Banco central de reserva et du Jetro.

(48) Sánchez Alvavera F. 1981, 212.

(49) Calculé à partir de Devlin R. 1980, 216-217. En 1979, alors que le pipeline était en service depuis deux ans, la dette envers le Japon représentait 1/4 du total des prêts bilatéraux versés (World Bank, *Country Report*, 1981, 165-167). Le poids du capital financier japonais s'accroît si l'on considère la participation (de 38 %) dans le prêt syndiqué à Petroperu de 50 millions de dollars organisé par la Wells Fargo en 1975. Les capitaux japonais interviennent aussi dans le financement de l'Oleoducto à travers leur participation minoritaire dans des banques mixtes, telles l'Investment Bank ou la Bank of Tokyo et la Japan Industrial Bank (Devlin, R., 1980, 160).

(50) En 1974, au moment de la signature du contrat, le taux de change yen/dollar qui était de 291,84 en 1974 passe à 125,75 le deuxième trimestre de 1988.

(51) D'après nos estimations, pendant la période 1978-1988, moins de 6 % du volume total de pétrole promis aux Japonais (255 millions de barils) leur a été livré (calculs réalisés à partir du *White Paper on International Trade*, Jetro).

(52) *Andean Report*, juillet 1988, 156 et Castellanos E. et J. Cortez 1989, 110.

(53) On peut ainsi citer le cas des compagnies Mitsui & Co., Marubeni Corp. et Itoh qui apportèrent, pour une valeur de 13,5 millions de dollars, les tubes métalliques destinés à la construction de l'oléoduc. Signalons que Mitsui et Marubeni sont aussi d'importants acheteurs des minerais commercialisés par MINPECO, l'agence péruvienne de commercialisation minière. Dans un autre cas, un crédit de 25,7 millions de dollars fut concédé en 1972 et 1973 par Mitsui et Furokawa Electric pour la construction de la raffinerie de cuivre d'Ilo (dans le département de Moquegua), et ces entreprises obtinrent non seulement l'accès préférentiel au cuivre mais aussi le contrat pour la construction de la station de raffinage.

Les investissements directs japonais sont peu nombreux mais pas moins importants dans l'économie péruvienne. Ainsi, parmi les cinquante premières entreprises étrangères au Pérou en 1987, on trouve, dans l'ordre d'importance, le groupe Matsushita (Matsushita Electric et National), les usines d'assemblage de voitures Toyota (avec 50 % de participation de la Mitsui & Co.), Nissan (où Marubeni Corp. apporte les 5/6 du capital initial) et Nippon Motors, la Compañía Minera Santa Luisa (de la Mitsui Mining & Smelting et Mitsui & Co.) et d'autres mines (54) et l'usine de condiments Aji no moto.

Les entreprises des *Nikkei* sont nombreuses dans le secteur de la distribution, servant ainsi de relais pour l'importation de produits industriels japonais. C'est le cas des appareils électro-ménagers (Casa Matusita, Importaciones Hiraoka et Distribuidora Furokawa), des machines et équipements électriques et de télécommunication (groupes Sakata, Oshiro et Moritani). Elles sont aussi présentes dans la miroiterie (groupe Miyasato, Fausa Glass — de Yoshita Higa —, Vidriería 28 de Julio — de Mitsuyoshi Furukawa), et certaines d'entre elles se sont diversifiées, couvrant de multiples activités (par exemple le groupe Sakata qui intègre, outre un cabinet d'ingénieur-conseil et des entreprises de distribution d'équipement minier et de télécommunication, des entreprises textiles comme Industria de Confección Textil SA. et Textil Boston).

Les deux groupes les plus importants d'entreprises *nikkei*, par leur chiffre d'affaires en 1987, sont le groupe Ikeda (en 20^e position parmi les 1 000 premières entreprises retenues par *Andean Report*) et le groupe Komatsudani (en 58^e place). Leurs activités intègrent toute la chaîne de la production industrielle du poulet, des moulins aux granges d'élevage.

La nouvelle communauté japonaise : intégration et « japonisation »

Aujourd'hui, parallèlement au redressement économique spectaculaire du Japon, le Nippo-Péruvien — le *Nisei* et même le descendant japonais jusqu'à la troisième et quatrième génération (les *Nikkei*) — bénéficie d'une image valorisante. Dans le désordre national il apparaît « discipliné, honnête et travailleur » (55). De la même manière, les institutions japonaises, autrefois tant redoutées, sont maintenant admirées. Mais les choses ont-elles vraiment changé depuis l'avant-guerre ?

L'éducation : vive le sport et le Japon !

Déjà à la base du premier regroupement institutionnel d'avant-guerre, l'éducation reste privilégiée. La fermeture durant la guerre des principales écoles

(54) *Andean Report*, septembre 1983 et janvier 1989. D'autres mines qui sont, ou ont été, sous le contrôle japonais sont Chapi, Katanga, Gran Breña y Condestable. La participation directe d'une entreprise japonaise (Mitsui en l'occurrence) à l'extraction des ressources naturelles est rare au Pérou, les cas les plus fréquents étant la prise de participation dans des entreprises à capitaux mixtes péruviens (Victoria del Mar, la pêche) ou américains (Cia. Minera Del Madrigal).

(55) Morimoto A., 1987, 132.

japonaises (56) ne détournèrent pas la communauté de sa nécessité de contrôler l'éducation des générations futures. La réconciliation des deux pays permit la réouverture sous d'autres noms d'écoles fermées pendant la guerre comme la Jishuryo devenue Centro Educativo Particular (CEP) Santa Beatriz, la Hoshigakuen devenue CEP Zamudio, ou la création de nouvelles écoles : la Sakuragakuen à Barranco (Lima) ou la Victoria. La plupart de ces écoles ont deux directeurs, un *Nikkei* et un Péruvien. Elles sont à présent mixtes et ont un enseignement péruvien ; peu de professeurs sont japonais bien que par le biais de la coopération, leur nombre tende à augmenter. Beaucoup de ces écoles sont en fait privées et reçoivent des subsides de la communauté, du Pérou et du Japon. D'autres subsides sont obtenus à travers des dons en argent ou en matériel comme ceux des fondations suivantes : la MOA, la National (firme Matsushita connue pour propager sa « philosophie commerciale » à travers sa revue *Peace, Happiness, Prosperity* ou *Ideas para un mundo mejor*) et la Iglesia Mesiánica Mundial. Dans tous ces cas il s'agit de sectes japonaises très marquées idéologiquement. Comme on le verra par la suite, elles ne sont pas les seules à toucher non seulement la communauté mais aussi les Péruviens.

En général, le niveau de ces écoles est plus élevé que celui des collèges nationaux, d'où une forte demande d'inscriptions d'élèves n'appartenant pas à la communauté. Le succès de ces écoles qui ont le mérite d'avoir un enseignement bilingue amena la communauté à créer en 1971 un complexe éducatif de grande capacité d'accueil : le Colegio Cooperativo La Unión situé dans un quartier à forte occupation japonaise, Pueblo Libre. Depuis quelques années, deux organismes ont été créés pour continuer à rassembler les étudiants sortis de ces écoles « protectrices » ; il s'agit du Centro Nikkei de Estudios Superiores et de l'Asociación Universitaria Nisei del Perú. Et pour que l'éducation commune reçue après guerre reste le cocon culturel et social de ces hommes et femmes, la communauté cultive également les associations d'anciens élèves en province comme à Lima.

Dans ce cadre et sur des bases régionales (*sonjinkay* et *kenjinkay*) sont entretenus et stimulés des groupes sportifs. L'émulation sportive et la compétition contribuent à créer chez les Japonais du Pérou un esprit de corps. Alors qu'ils sont tentés, en dehors de leurs activités éducatives, de rejoindre la société criolla, « son laxisme, sa superficialité », le sport les ramène au sein de la communauté et constitue un des éléments majeurs de recomposition, de préservation et de cohésion d'une communauté comptant de moins en moins de Japonais de naissance (*Nihonjin*) et de plus en plus de générations éloignées de la génération pionnière (*Perujin*) ainsi que, inévitablement, des *ainocos* ou métis (57).

(56) Il y eut après-guerre l'ouverture d'au moins une école par des Kachigumi. Ceux-ci appartenaient à la Aikoku Doshi kay sorte de « secte » ultra-nationaliste et militariste qui refusait de croire à la défaite du Japon. Ce mouvement fut important au Brésil. Les écoles Kachigumi imposaient un enseignement extrêmement dur. Ceux qui y furent envoyés admettent que longtemps leur intégration fut compromise. Voir à ce sujet les témoignages de L. Tamamoto (*Puente*, n°1, 1980) et R. Adachi (*Puente*, 4, 1981).

(57) Cette réunion dans le sport est en quelque sorte sublimée lors du festival annuel sportif Undokay, qui avait lieu chaque 1^{er} mai à l'occasion de l'anniversaire de l'empereur Hirohito. *Nikko*, n° 258, 1983, 66. Dans ce même esprit, on remarque un retour important des arts martiaux.

En 1981, la création du Museo de reliquias de la inmigración japonesa, abrité par le Centre culturel japonais dans le quartier de San Felipe (Lima) a concrétisé la volonté de perpétuation des valeurs nippones. Ce centre, subventionné par le Japon à travers les fonds apportés à la Sociedad central et redistribués, anime presque toutes les activités de la colonie (58), sauf la presse.

L'après-guerre vit renaître un grand nombre de revues et de quotidiens adressés à un public bilingue. *Peru Shimpo* (1950), financé tant par les Japonais que les *Nisei* ; qui fut suivi de *Sakura* (1951), du *Bulletin informatif* de l'ambassade du Japon (1953, bimensuel), du *Japón al día*, du *El Nisei* (1958), du *Fuji* (1960), de *Puente* (1980) pour n'en citer que quelques-uns. Dans cette dernière revue, intellectuels et artistes *nisei* exprimaient il y a encore peu de temps un souffle de protestation contre le carcan institutionnel qui régit encore aujourd'hui la communauté, l'empêchant de s'intégrer pleinement. L'auto-marginalisation de la colonie y était dénoncée.

Le commerce

Cette auto-marginalisation se retrouve dans le commerce *nisei* et dans les grandes sociétés commerciales japonaises implantées au Pérou. Au Pérou pour quelques années seulement, les membres de ces dernières ont peu de rapports avec le reste de la communauté et se regroupent dans des clubs privés (*sansuikay*) où le sport est là encore l'élément relationnel.

Les maisons nippo-péruviennes qui ont fondé leurs propres commerces ou sont les distributeurs attirés de marques japonaises, recrutent leur personnel, surtout les cadres, essentiellement parmi les *Nisei* et *Sansei*. Les rapports hiérarchiques et paternalistes conditionnent les comportements dans le travail et dans le privé. Le cas de Matusita (200 employés et trois boutiques) en est un exemple d'autant plus parlant que cette maison, créée en 1951, est une des principales représentantes au Pérou de la marque National, propriété de Matsushita. Or, en 1981, Matsushita Electric Co offrait aux soixante-deux distributeurs des produits National au Pérou un voyage-visite au Japon, plus spécialement aux usines de téléviseurs d'Ibaraki (Osaka). La « philosophie commerciale de Matsushita, tout comme sa revue PHP et ses clubs National de la Amistad (que l'on peut considérer comme des sectes au service de la société), a un impact profond non seulement sur la population *nisei* mais aussi sur une certaine partie de la classe moyenne.

L'ambiguïté des rapports qui se développent dans cette micro-société qui se veut idéale explique sans doute sa facilité à adhérer aux sectes, malgré un catholicisme déclaré et fervent.

Les sectes

Pris en charge dès leur arrivée au Pérou par les Franciscains et les Dominicains, les Japonais, bien que catholiques, sont pourtant restés profondément

(58) Un centre d'assistance sociale et la polyclinique de Jesús María (Lima) inaugurée en 1981 sont gérés par la Sociedad central.

attachés au shintoïsme, shintoïsme teinté d'ultra nationalisme. Ni l'Église catholique, ni l'Église japonaise évangélique fondée en 1928 ne les détournèrent de leurs anciennes croyances pas plus qu'elles ne les empêchèrent d'adhérer à de nouvelles sectes. Le temple Zionzi à Cañete est un lieu de pèlerinage pour la communauté qui vient y honorer la mémoire des premiers migrants selon des rites bouddhistes. C'est aussi le *yasunkuni* de la colonie, c'est-à-dire un sanctuaire dédié au repos des esprits héroïques (cette vénération est liée à ce qui fut un shintoïsme d'État) (59). Sans doute les adeptes de la secte Tenrikyo présente au Pérou après-guerre, bien que shintoïstes eux-mêmes, se dissocièrent-ils de ce courant ultra-nationaliste.

La Nichiren Shoshu, rattachée au bouddhisme, apparaît au Pérou en 1961. Bien qu'active (religion, éducation, gymnastique, spectacles de rythmique) (60) elle semble perdre de l'importance au profit de la Sokagakkay qui est en quelque sorte sa parente. La Sokagakkay, dont le prosélytisme est plus agressif et organisé, a dû être introduite au Pérou par son dirigeant D. Ikeda lors du voyage qu'il y effectua en 1974. Revenu depuis, en 1983, il a montré un profond intérêt pour l'Université nationale de San Marcos, dont il est professeur honoraire. Cet intérêt s'est traduit par des dons de livres et des invitations au Japon d'un certain nombre de personnalités (61). La Sokagakkay édite et distribue son journal le *Peru Seikyo*. C'est également en 1974 qu'est introduite à Lima la secte Seicho no Ie, mélange de shintoïsme, de bouddhisme et de catholicisme, qui est au Japon un des piliers de l'extrême droite. Au Pérou, ses cadres qui curieusement ne sont pas japonais, sont envoyés au Brésil où ils reçoivent leur formation. Toujours en 1974, le Pérou reçoit une nouvelle secte, celle créée en 1931 par M. Okada, la Meishu Sama ou Iglesia Mesiánica Mundial. Son président Y. Yasue, au Pérou depuis sept ans, déclare 1 700 membres en 1982 dont 65 % selon lui sont péruviens. Le culte est quotidien et se déroule sous forme de « messes ». Certains traits comme l'imposition des mains et la transmission de la lumière sont proches de la secte Mahikari (62). La Sukyo Mahikari, très active au Brésil, est entrée au Pérou par l'Amazonie. Fondée en 1960 par Bunmei Kiodan, elle s'appuie sur toutes les grandes religions révélées. Son succès vient de ses prétentions de guérir par imposition des mains ; faculté à la portée de tout à chacun après trois jours d'initiation et un versement en argent. La secte s'est très vite propagée et arrive à Lima en 1976. En 1982, elle comptait plus de 10 000 adeptes (63) et fondait en 1989 un centre important à Huaral, berceau de la grande communauté japonaise du Chancay.

A côté des institutions japonaises relativement fermées, ces sectes toutes originaires de la même patrie n'attirèrent pas que les *Nikkei*. Bien que tout aussi rigides, elles sont en ces temps de crise avec les églises protestantes ou les sectes locales, comme celle des « Israelitas », le refuge que ni les institutions socio-communautaires ni l'Église catholique ne sont en mesure d'apporter.

(59) *Nikko*, n° 259, 1983. et Chegaray O. 1984, 359.

(60) *Nikko*, n° 259, 1983. Ces ballets rassemblaient 500 figurants en 1983.

(61) *Puente*, n° 3, 1981, 14-15.

(62) *Nikko*, n° 253, 1982, 38-39.

(63) *Punto*, 5 février 1982.

Alberto Fujimori, catholique convaincu, a comme beaucoup de *Nisei* une approche tolérante face à ces manifestations socio-religieuses. Aussi ne lui parut-il pas inconvenant d'accepter certains représentants des églises réformées parmi les députés et sénateurs de son mouvement Cambio 90. On retiendra l'élection sur sa liste de G. Yoshikawa, méthodiste, et de G. Suira, président du Conseil évangélique péruvien, tous deux députés d'Arequipa, de J. Bustamante, évangéliste et sénateur ainsi que du candidat à la vice-présidence, C. García, etc. L'importance du soutien apporté par les évangélistes, méthodistes, baptistes et autres fut énergiquement condamnée par l'Église catholique qui invita le peuple péruvien à voter contre Fujimori. Appel qui ne fut pas entendu mais qui donne à réfléchir (64).

Une forme d'intégration : la vie publique

L'entrée en politique, forme d'engagement refusant la fuite ou l'isolement, a cependant été choisie par quelques *Nikkei*.

Il semble que les premiers élus *nisei* furent en 1963, F. Sigami (sénateur indépendant) et A. Matsuda (député de Lima). Après plusieurs années de régime militaire, des *Nisei* furent sollicités par les différents partis en présence pour participer, en 1978, à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, ce qui représenta la première véritable marque de confiance et de réconciliation. Ce que M. Kawashita, sollicité par le PPC, exprima en disant : « Je veux que ma participation constitue un véritable apport d'un *Nisei* au Pérou » (65).

En 1980, de nombreux *Nisei* sont candidats aux premières élections municipales et législatives. Le dépôt d'une liste exclusivement composée de *Nisei* visant la députation du Callao fut réprouvé par toute la colonie, « car aucun acte ne pouvait mieux desservir les efforts d'intégration des autres *Nisei* » (66). Ces élections de 1980 confirmèrent les premiers essais de 1963. E. Yashimura fut élu sénateur (Acción Popular). L. Higa gagna la mairie de Puente Piedra (Lima) à la tête du « Mouvement communal d'intégration indépendante » ; son slogan de campagne, « Travail, Honnêteté, Dévouement », reprenait peut-être inconsciemment les qualités que l'on attribue à tous les Japonais (67). Lors des élections municipales suivantes, en 1983, de nouveaux *Nisei* furent nombreux à être retenus sur les listes de conseillers municipaux, ils le furent moins en tant que maires pour s'être plus volontiers engagés dans des partis indépendants ou de droite alors que les élections furent dominées par la gauche.

(64) A ce propos, A. Fujimori précisait sa position en déclarant le 16 avril 1990 dans *El País* : « Les évangélistes m'ont beaucoup soutenu et sont très utiles parce qu'ils connaissent le mécanisme de l'évangélisation dont les méthodes ont été, je crois, utilisées. Bien que je sois catholique, mon mouvement n'a rien, absolument rien, à voir avec la religion. »

(65) M. Kawashita fut élu sur la liste PPC le 28 juillet 1978 sans avoir auparavant été inscrit à un quelconque parti politique (*Gente* du 6 juillet 1978).

(66) *Nikkei*, n° 10, 1981.

(67) On trouvera dans *Puente*, n° 3, 1981, 48-49. et *Nikkei*, n° 10, 1981, les portraits d'autres maires élus lors de ces municipales, H. Suenaga (A.P) à Santiago de Cuzco, J. Nakandakari à Cerro Azul, J. Nauchi en Amazonie et enfin le célèbre P. Tomon, fils d'un Japonais et d'une Amuesha, devenu maire de Rio Tambo (Satipo) avec un programme de défense des Indiens Ashaninca et Campa.

En dehors du cadre officiel des élections, trois figures *nisei* marquèrent la politique péruvienne de ces dernières années. J. Maruy Tashima, occupe dès 1979 de hauts postes dans la fonction publique dans le domaine du développement agricole. Détaché aux Nations unies, il est ensuite nommé vice-ministre de l'Agriculture en 1984, sous le gouvernement Belaúnde. En 1986 il est compromis dans un scandale d'importation de riz et de sucre impliquant qu'il ait eu, dans ce marché, des relations privilégiées avec la Mitsui et la Sumitomo (68).

Julio Higashi, comme Maruy, est de tendance conservatrice. Co-fondateur du journal *El Correo* et rédacteur en chef du journal *La Prensa*, son rôle de conseiller auprès du ministre des Transports en 1980, puis du maire de Lima, A. Orrego, a facilité l'obtention de l'aide du Japon pour les problèmes de transport en commun.

Enfin, A. Kitazono, ingénieur et secrétaire d'organisation du parti apriste, très proche du président Alan García, a été écarté définitivement de la vie politique par un attentat en 1986 (69).

Tout au long des années 80, un groupe d'intellectuels *nisei* et *sansei*, s'exprimant en particulier à travers la revue *Puente*, débattit dans des termes critiques, de la « problématique » du *Nisei* pris entre deux cultures et de son intégration (70).

Ce groupe se caractérise par une grande lucidité et son unanimité à rejeter la croissante intervention du Japon dans la vie et les institutions *nisei*, intervention dont il voit un exemple dans la tenue en 1981 à Mexico de la Première convention panaméricaine *nikkei*. Celle-ci leur a semblé non seulement traduire le pouvoir abusif que s'accorde, ou veut prendre — selon les pays —, le Japon sur les communautés d'origine japonaise mais aussi une atteinte à leur dignité, au choix du contenu qu'ils veulent donner au terme *nisei*, un obstacle intentionnellement mis entre eux et l'intégration. A ce propos, L. Higa, alors maire de Puente Piedra, écrivait : « Les valeurs japonaises y sont trop exaltées. J'ai l'impression qu'à travers ces institutions on veut japoniser le *Nisei* » (71).

Neuf années plus tard, ce 10 juin 1990, un *Nisei* de parents originaires de Kumamoto, un *Nisei* nommé Alberto Fujimori Fujimori, fit ce choix et enleva par une large majorité la présidence de la République péruvienne. Aux politologues et aux sociologues d'expliquer, au regard de la crise et du bouleversement des valeurs qu'elle provoque, quels ont été les facteurs déterminants et rationnels d'éligibilité de ce candidat qui, au départ, n'avait aucun des atouts traditionnels qui, au Pérou, garantissent un succès politique puisque discret, conciliateur, honnête, tolérant à la rigueur « apolitique ». Il existe évidemment des raisons tangibles et politiciennes qui expliquent le choix d'un *Nisei* mais on ne peut s'empêcher de penser que sa devise de campagne : « Travail, Honnêteté et Technologie », si proche de l'image stéréotypée du *Nisei* péruvien a été perçue par un électorat désorienté comme « un appel d'offre au Japon », comme la

(68) *Caretas* du 17 juillet 1984, 48 et *Cambio* du 5 juin 1986 et 22 mai 1986.

(69) On pourrait ajouter une quatrième figure, celle de l'anthropologue et poète N. Matayoshi qui fut l'un des premiers intellectuels arrêtés au Pérou en mars 1981 accusé de terrorisme et d'idées subversives.

(70) Consulter à ce sujet les numéros de *Puente* entre 1980-81, en particulier n° 2, 1981, 32.

(71) *Puente* n° 4, 1981.

promesse d'accéder, à travers ces vertus, au bien-être, au confort ménager qu'il aperçoit, inaccessible, dans les vitrines des centres commerciaux ; sentiment renforcé par l'honnêteté *nisei* particulièrement appréciée dans un univers corrompu comme l'est actuellement le Pérou.

Si A. Fujimori a choisi d'affronter la réalité péruvienne, d'autres ont décidé de s'en détourner en choisissant le départ. En effet, nombreux sont les Péruviens qui, pour émigrer dans l'espoir de trouver ailleurs de meilleures conditions d'existence, se souviennent de leurs origines italienne, française, ou japonaise.

Ainsi, 6 000 Nippo-Péruviens (72), soit plus de 7 % de la communauté si l'on retient le chiffre de 80 000 *Nikkei* estimé par les autorités nippo-péruviennes (73), ont déjà pris le chemin du Japon. Parmi eux beaucoup de techniciens, de médecins, d'infirmières mais aussi une main-d'œuvre qualifiée dont les entreprises japonaises ont actuellement grand besoin : l'utilisation de travailleurs immigrés des Philippines, du Bangladesh et de la Corée du Sud est contraire à l'idée d'homogénéité ethnique fortement implantée dans la culture japonaise ; aussi a-t-on pensé recruter des travailleurs de la diaspora japonaise. Des bureaux de recrutement ont été ouverts dans ce but au Brésil — 40 000 Nippo-Brésiens ont déjà rejoint le Japon — et en Argentine où 6 000 personnes ont fait de même.

A. Fujimori n'a pas fait ce choix, et bien qu'elle se défende de reconnaître ce *Nisei*, si peu lié aux institutions *nikkei*, la communauté peut se féliciter, aux yeux d'une majorité de Péruviens, d'avoir offert au Pérou un de ses membres les plus ambitieux.

BIBLIOGRAPHIE

- AMREP — 1873-1954 : Archives du ministère des Relations extérieures du Pérou ; (5-18) Légation du Pérou au Japon ; (6-18) Légation du Japon au Pérou ; Série de Memorandum reservados ; codification : Ar : Archivador, L4 : libro 4 , 4 ta : gaveta.
- Basadre J. — 1945 : « El Perú republicano » in *Peru en cifras 1944-1945*, 636-655, Saint-Marie D. (ed), Lima.
- Basadre J. et al. — 1963 : *Historia de la Cámara de Comercio de Lima*, Lima.
- Castellanos E. et al. — 1989 : « Las relaciones comerciales Perú-Japón : la necesidad de un cambio » in *Apuntes* n° 24, 99-118.
- Chegaray O. — 1984 : « Religions et identité japonaise », in *Japon, le consensus : mythologie et réalités*, 341-366. Economica. Paris.

(72) Ces Nippo-Péruviens reproduisent au Japon les associations régionales (*kenjinkay*, *sonjinkay*) et sportives créées au Pérou qui leur servaient de cadre « identitaire ». Ces associations deviennent au Japon des sortes de caisses d'épargne-clubs sociaux auxquels les Nippo-Péruviens confient leurs économies dans l'espoir de rentrer un jour au Pérou munis d'un capital, faisant le chemin inverse des générations précédentes.

(73) D'après *The Japan Economic Journal* du 28 avril 1990.

- Devlin R. — 1980 : *Los bancos transnacionales y el financiamiento externo de América latina. La experiencia del Perú, 1965-1976*. CEPAL.
- Eguren F. et al. — 1981 : *Producción algodonera e industria textil en el Perú*, DESCO, Lima.
- Emmerson J. — 1944 : *The Japanese in Peru*, rapport non publié du second secrétaire à l'ambassade des États-Unis. AMREP (Ar. 12, 4ta).— 1977 : « Japanese and Americans in Peru, 1942-1943 » in *Foreign Service Journal*, mai.
- Ferrero R. — 1945 : « El comercio en el Perú » in *Perú en cifras 1944-1945*, 337-351, Lima.
- Gardiner H. — 1975 : *The Japanese in Peru 1873-1973*. University of New Mexico Press, — 1981 : *Pawns in a Triangle of Hate. The Peruvian Japanese and the United States*. University of Washington Press.
- Kodansha — 1983 : *Kodansha Encyclopedia of Japan*, Tokyo.
- Lausent-Herrera I. — 1988 : « La presencia japonesa en el eje Huánuco-Pucallpa entre 1918 y 1982 in : *Revista Geográfica*, 93-117, Mexico.
- Morimoto A. — 1979 : *Los inmigrantes japoneses en el Perú*. U.N.A.-T.E.A., Lima.
- Rodríguez H. — 1989 : *Hijos del Celeste Imperio en el Perú, 1850-1900*, I.A.P., Lima.
- Sánchez Alvavera F. — 1981 : *Minería, capital transnacional y poder en el Perú*, DESCO ; — 1985 : « Empresas transnacionales y financiamiento externo en la economía peruana » in *El Perú frente al capital extranjero : deuda e inversión*, Ferrero E. (ed.), CEPEI, 293-352, Lima.
- Stewart W. — 1976 : *La servidumbre china en el Perú*, Mosca Azul, Lima.
- Zischka A. — 1934 : *Le Japon dans le monde*, Payot, Paris.